

COMITE D'ENQUETE CONCERNANT LES
CHAUSSURES MILITAIRES—*Suite.*

naient lieu à des plaintes, après les deux premières semaines qu'on eut passées à Valcartier, et cela, de l'aveu même des manufacturiers—2561; gouvernement aurait dû se procurer un nouveau modèle—2563; chaussures ne sont pas satisfaisantes pour le service actif—2564.

M. McCurdy—Deux choses à éviter—2564; passer l'éponge sur les affaires louches et blâmer les transactions honnêtes—2564; dans question actuelle il ne faut tenir compte que des faits—2564; deux choses sont en cause dans la présente enquête—2565; bien-être du soldat dont dépend le salut de la nation—2565; seconde est une importante industrie canadienne qui emploie directement 23,000 ouvriers et qui, de plus, compte un grand nombre d'actionnaires—2565; tendance à condamner sans enquête—2565; rapport fera bonne justice d'allégations qui ont fait un tort considérable aux fabricants de chaussures du Canada—2565; fabrication a été faite honnêtement—2566; aux conditions de l'adjudication—2566; aucun des marchés n'a fait réaliser de gros bénéfices aux entrepreneurs—2566; chaque pays a ses usages et tout bon citoyen est attaché aux usages de son pays, et disposé à les défendre—2569; en bons Canadiens nous préférons les articles canadiens, et les habitants de la Grande-Bretagne, parce qu'ils sont Anglais préfèrent l'article anglais—2569; il ne faut pas perdre de vue, tout en tenant compte de l'opinion exprimée par le général Alderson, comme de celle exprimée par M. McGarvie et M. Ewing, que s'ils préfèrent la chaussure anglaise, c'est qu'ils ont été habitués à la porter depuis leur enfance et qu'il leur est tout naturel de la préférer—2569; rapport de la minorité comporte une injustice—2569; dénigrer une des plus importantes industries du Canada—2574.

M. Macdonald—Conditions dans lesquelles le gouvernement a fourni des chaussures aux soldats—2574; rapport de la majorité s'éloigne de la preuve entendue—2574; en 1899 lord Strathcona a été le premier à équiper un contingent pour l'Afrique-Sud—2575; c'est la Vankleek-Hill Boot and Shoe Company qui a fourni les chaussures aux volontaires de l'Afrique-sud—2575; un grand nombre des enrôlés de cette époque ont eux-mêmes acheté leurs chaussures—2575; M. McCann, sous-directeur général du service des adjudications a déclaré qu'il n'y avait pas d'échantillon de cette chaussure—2575; pas une des chaussures soumises n'était du genre des chaussures d'Afrique—2577; toute la différence du monde entre ces chaussures—2577; chaussures d'Afrique étaient des chaussures vissées—2577; depuis 1905 c'est la Good-year welt—2577; d'un bout à l'autre du rapport de la majorité du comité nous nous trouvons en présence d'une tentative d'excuser absolument la qualité de la chaussure que l'on a mis aux pieds de nos soldats, d'une façon ou d'une

COMITE D'ENQUETE CONCERNANT LES
CHAUSSURES MILITAIRES—*Suite.*

autre—2578; personne n'a osé affirmer que cette chaussure est celle qu'il faut pour des soldats en service actif—2580; que l'on fasse tous les rapports que l'on voudra, que l'on joue sur les mots à satiété, cela n'empêchera pas que depuis Halifax jusqu'à Calgary, soixante-quinze à cent commissions militaires aient étudié cette question de chaussures depuis la mi-septembre 1914 et aient tous condamné les chaussures qu'on avait fournies—2583; ce n'est pas à Ottawa mais à la fabrique qu'il fallait faire l'inspection des chaussures—2584; témoins dignes de foi ont déclaré sous serment avoir rencontré des soldats dont les pieds étaient enveloppés dans des morceaux de toile et d'autres qui avaient remplacé la semelle de leurs chaussures par des bardeaux, parce que les chaussures qu'on leur avait distribuées étaient complètement hors de service—2585; allégations du rapport de la minorité du comité sont appuyées par les témoignages—2588; résultat de cette enquête démontre d'une façon concluante que les membres du corps expéditionnaire, non seulement ceux qui sont déjà rendus en Europe, mais ceux qui se préparent à s'y rendre, ont été pourvus de chaussures ne répondant aucunement aux exigences du service actif et manquant de procurer à chaque soldat le confort et l'aide auxquels il a droit—2588; faudra jeter le blâme à ceux qui avaient charge de procurer aux soldats canadiens des chaussures convenables—2588.

Sir James Aikins—Faut plusieurs années pour obtenir une chaussure militaire convenable—2588; gouvernement libéral n'a jamais abordé cette question—2589; appartient à l'opposition d'aider le Gouvernement à trouver les moyens d'obtenir les meilleures chaussures—2589; ne pas faire seulement de la politique destructive—2589; déclaration que l'on trouve au rapport de la minorité inexacte—2590; déclaration qui dit qu'en 1905 les chaussures d'un modèle semblable à celui de 1914 ont été adoptées pour la première fois—2590; libéraux ont adopté cette ligne de conduite pour échapper au fait connu que cette chaussure ou une autre semblable employée durant la guerre sud-africaine et que, pour une chaussure du service actif elle a eu la satisfaction générale, ce qui devrait faire approuver la chaussure actuelle de l'armée canadienne—2590.

Sir Robert Borden—Comité a fait une enquête très complète—2597; ceux qui ont présenté le rapport de la minorité paraissent n'avoir tenu aucun compte de l'énormité de la tâche du Gouvernement—2597; ce qui signifiait dans un pays sans aucune organisation militaire, la tâche d'entreprendre dans six semaines l'organisation et l'équipement d'une force de 32,000 hommes—2597; chaque soldat que nous envoyons à la guerre doit être muni d'environ soixante et six articles—2597; personne ne peut s'empêcher d'exprimer la plus grande surprise que l'ouvrage ait été